



## MINISTÈRE DES ARMÉES ET DES ANCIENS COMBATTANTS

**MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX PASSE SELON LA PROCÉDURE ADAPTÉE,**  
 en application des articles L. 2323-1, R. 2323-1 et R. 2323-4 du code de la commande publique  
**MARCHE DE DEFENSE OU DE SECURITE**

### CADRE RESERVE A LA NOTIFICATION

N° du marché : 2024BDXSAI.....

Date de notification par voie dématérialisée : .....

(date d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public)

Montant du marché T.T.C en euros : .....

EJ CHORUS : .....

Objet du marché : 16 - BRIE - Champ de tir de La Braconne - Construction d'un magasin de stockage mutualisé.

Numéro de projet : 23094

Lot n° 1 : VRD et aménagements extérieurs.

DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES :			13 février 2025 à 16h00
COSI :			60132
GROUPE MARCHANDISE :			36.02.01
CODE CPV :			45000000-7
RUBRIQUES DESTINATAIRES DU CADRE DE FACTURATION A4 OU A7			
NUMERO de Siret de l'ESID de Bordeaux pour envoi des projets de décompte		130 001 902 000 27	
Numéro du service exécutant		D10711C033	
Numéro de service MOA pour envoi des projets de décompte		Bureau Exécution de la Dépense	D10711C033_06
Numéro de service MOE pour envoi des projets de décompte		USID D'ANGOULEME	D10711C033_11

**A. IDENTIFIANTS****A1. Identification de la personne morale de droit public qui passe le marché :****Etat - Ministère des Armées****Pouvoir adjudicateur :**

Madame la directrice de l'établissement du service d'infrastructure de la défense de Bordeaux

*Arrêté du 9 mars 2015 modifiant l'arrêté du 22 juin 2007 portant désignation des personnes n'appartenant pas à l'administration centrale signataires des marchés publics et des accords-cadres au ministère de la défense.*

**Interlocuteur PME (pour les questions relatives au financement et aux paiements) :**

Chef du bureau exécution de la dépense de l'établissement du service d'infrastructure de la défense de Bordeaux Caserne Nansouty - 223 rue de Bègles - CS 21152 - 33068 Bordeaux cedex - Tél. : 05.57.85.17.56

**Représentant du Maître d'œuvre :**

Monsieur le chef de la section gestion du patrimoine de l'unité de soutien de l'infrastructure de la défense d'ANGOULEME Bld Lièdot - CS 52101- 16021 ANGOULÊME Cedex

**Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R 2191-60 à R 2191-61 du code de la commande publique :**

Madame la directrice de l'établissement du service d'infrastructure de la défense de Bordeaux

**Comptable assignataire public :**

Direction Départementale des Finances Publiques (DDFiP) des Landes  
23 rue Armand Dulamon - BP 309 - 40011 Mont-de-Marsan cedex

**A2. Candidat – le titulaire**☐ **Le candidat se présente seul :**

- Nom prénom :

Agissant pour son propre compte ☐pour le compte de la société ☐

- Raison sociale de la société :

- Adresse de la société :

- Téléphone :

- Courriel :

N° SIRET de la société

- Compte à créditer (joindre un RIB) :

CODE RIB/RIP	CODE BANQUE	CODE GUICHET	N° DE COMPTE	CLE

PME\* Oui ☐ Non ☐

*\*sont considérées comme des petites et moyennes entreprises (PME) les entreprises dont l'effectif ne dépasse pas 250 personnes et dont le chiffre d'affaire est inférieur à 50 M € (ou total de bilan inférieur à 43 M €) (décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008 – publié au JO le 20 décembre 2008 relatif à la définition des PME).*

☐ **En cas de groupement :**

Nous nous engageons sans réserve, en tant que cotraitants **groupés solidaires**.  
(Déclarer chaque membre du groupement comme suit)

**- Cotraitant n° 1 – Mandataire :**

- Nom prénom :

Agissant pour son propre compte ☐

pour le compte de la société ☐

- Raison sociale de la société :

- Adresse de la société :

- Téléphone :

- Courriel :

N° SIRET de la société																			
------------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

- Compte à créditer (joindre un RIB) :

CODE RIB/RIP	CODE BANQUE	CODE GUICHET	N° DE COMPTE	CLE

PME\* Oui ☐ Non ☐

*\*sont considérées comme des petites et moyennes entreprises (PME) les entreprises dont l'effectif ne dépasse pas 250 personnes et dont le chiffre d'affaire est inférieur à 50 M € (ou total de bilan inférieur à 43 M €) (décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008 – publié au JO le 20 décembre 2008 relatif à la définition des PME).*

**- Cotraitant n° 2 <sup>(1)</sup> :**

- Nom prénom :

Agissant pour son propre compte ☐

pour le compte de la société ☐

- Raison sociale de la société :

- Adresse de la société :

- Téléphone :

- Courriel :

N° SIRET de la société																			
------------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

- Compte à créditer (joindre un RIB) :

CODE RIB/RIP	CODE BANQUE	CODE GUICHET	N° DE COMPTE	CLE

(1) Cadre à recopier autant de fois que de membres du groupement

PME\* Oui ☐ Non ☐

*\*sont considérées comme des petites et moyennes entreprises (PME) les entreprises dont l'effectif ne dépasse pas 250 personnes et dont le chiffre d'affaire est inférieur à 50 M € (ou total de bilan inférieur à 43 M €) (décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008 – publié au JO le 20 décembre 2008 relatif à la définition des PME).*

☐ **Groupement solidaire (compte commun)**

A compléter :

Compte ouvert à l'organisme bancaire :				
à :				
au nom de :				
<b>CODE RIB/RIP</b>	<b>CODE BANQUE</b>	<b>CODE GUICHET</b>	<b>N° DE COMPTE</b>	<b>CLE</b>

Toutefois, le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

**B. MARCHE**
**Article 1<sup>er</sup> - Montant du marché**
**Solution de base :**

Les travaux seront rémunérés par application d'un prix global forfaitaire égal à :

- montant hors T.V.A.	:	€
- T.V.A. au taux de       %, soit	:	€
- montant T.T.C.	:	€

Soit montant T.T.C., arrêté en toutes lettres :

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la répartition des montants est à répartir entre chaque membre du groupement :

Nom des membres du groupement	Montant H.T.	T.V.A. à ....%	Montant T.T.C.
1 – Mandataire :			
2 -			
3 -			
Total			

**Solution avec variante exigée :**

Pour la variante exigée n° 1 : Création aire de stationnement extérieure et réalisation d'un merlon à un pan (à chiffrer obligatoirement)

- montant hors T.V.A.	:	€
- T.V.A. au taux de       %, soit	:	€
- montant T.T.C.	:	€

Soit montant T.T.C., arrêté en toutes lettres :

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la répartition des montants est à répartir entre chaque membre du groupement :

Nom des membres du groupement	Montant H.T.	T.V.A. à ...%	Montant T.T.C.
1 – Mandataire :			
2 -			
3 -			
Total			

#### Décision du pouvoir adjudicateur :

La décision du pouvoir adjudicateur de retenir la variante exigée fera l'objet d'une mise au point.

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG Travaux, la poursuite de l'exécution des travaux en cas de dépassement du montant contractuel est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre et ne donne droit à aucune indemnité.

## Article 2 - Sous-traitance

### ARTICLE 2-1 – Déclaration de sous-traitance

L'annexe DC4 au présent acte d'engagement indique la nature et le montant des prestations que j'envisage (nous envisageons) de faire exécuter par des sous-traitants, le nom de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance. Le montant des prestations sous traitées indiqué dans chaque annexe constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché ; cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

#### ☐ Prestataire unique,

Le montant total des prestations que j'envisage de sous-traiter conformément à ces annexes est de :

Montant hors T.V.A.

#### ☐ Groupement d'opérateurs économiques,

Le montant total des prestations que nous envisageons de sous-traiter conformément à ces annexes est de :

N° et noms des membres du groupement	Montant hors T.V.A.
1 Mandataire	
2	
3	
4	
5	
Total	

**ARTICLE 2-2 – Responsables physiques de la vérification et de la signature des actes de sous-traitance**

Dans le cadre de la mise en place de la dématérialisation des actes de sous-traitance, la personne physique responsable de la gestion, la vérification et la signature de ses actes pour le titulaire est :

NOM Prénom :	
Fonction :	
N° téléphone :	
N° mobile :	
Adresse électronique :	

En cas d'absence du responsable, sa suppléance est assurée par :

NOM Prénom :	
Fonction :	
N° téléphone :	
N° mobile :	
Adresse électronique :	

**Article 3 - Délai d'exécution du marché**

Par dérogation à l'article 28.1 du C.C.A.G. Travaux, le délai d'exécution de l'ensemble des lots est de 16 mois à compter de la date figurant sur l'ordre de service prescrivant de le commencer. La période de préparation de 3 mois, commune aux deux lots, est incluse dans ce délai.

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG Travaux, aucun autre ordre de service ne sera notifié pour préciser la date de démarrage de l'exécution des travaux.

Le délai d'exécution des travaux propres à chaque lot est défini comme suit :

Lots	Période préparation commune	Délai d'exécution des travaux
Lot n° 1	3 mois	13 mois
Lot n° 2		13 mois

Le calendrier détaillé d'exécution, définissant les périodes d'intervention de chaque lot, devra être approuvé par le pouvoir adjudicateur au plus tard 10 jours avant la fin de la période de préparation.

Par dérogation à l'article 50.2.1 du C.C.A.G. Travaux, l'ordre de service de démarrage des travaux pourra être notifié dans un délai de 9 mois suivant la notification du marché.

**Article 4 – Clause d'insertion**

Sans objet.

**Article 5 - Pièces contractuelles du marché**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/Travaux, le marché est constitué par les documents contractuels ci-dessous énumérés par ordre de priorité :

- le présent document valant acte d'engagement et Cahier des Clauses Administratives Particulières avec ses annexes éventuelles,
- le cahier des clauses techniques particulières et ses annexes (y compris jeu de 16 plans)
- les décompositions du prix global et forfaitaire,



- Le calendrier détaillé d'exécution des travaux (validé par le RPA pendant la période de préparation),
- le mémoire technique fourni par l'entreprise dans son offre (y compris le tableau des marques et matériels),
- le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de travaux, approuvé par arrêté du 30 mars 2021,
- le plan général de coordination (P.G.C),
- le cahier des charges fonctionnel du système de sécurité incendie (S.S.I),
- Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense,
- Rapport amiante dans les enrobés
- Rapport de vérification électrique du poste 0127.

En cas de contradiction entre la pièce principale et son annexe, la pièce principale prévaut.

## Article 6 - Clauses de financement et de sécurité

### 6.1 - Retenue de garantie

Sans objet.

### 6.2 - Avance

Une avance peut être versée au titulaire du marché en application des articles R. 2391-1 à R. 2391-2 du code de la commande publique.

Une avance d'un montant de 30 % du montant initial toutes taxes comprises du marché est versée au titulaire conformément aux articles R. 2391-3 à R. 2391-6 du code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance s'impute en application des articles R. 2391-7 du code de la commande publique.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai de trente (30) jours comptés à partir de la date de notification de l'ordre de service prescrivant le commencement d'exécution de la période de préparation du marché.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants conformément aux articles R. 2393-36 à R. 2393-39 du code de la commande publique.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai de trente (30) jours comptés à partir de la date de notification de l'acte spécial au titulaire.

- ☐ le titulaire **accepte** de percevoir l'avance
- ☐ le titulaire **refuse** de percevoir l'avance

## Article 7 - Nature des prix

Les travaux seront rémunérés par application d'un prix global forfaitaire indiqué à l'article 1<sup>er</sup>.  
Les prix sont révisibles.

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix est le TP03 A (grands terrassements).

L'index de référence est publié au bulletin officiel de l'INSEE ([www.indices.insee.fr](http://www.indices.insee.fr)) et au moniteur des travaux publics et du bâtiment.

Par dérogation à l'article 12.2 du C.C.A.G. Travaux, les primes, pénalités et indemnités ne sont pas révisées.

Le coefficient de révision  $C_n$  applicable pour le calcul de l'acompte du mois  $n$  est donné par la formule :

$$C_n = (I_n / I_0)$$

dans laquelle  $I_0$  et  $I_n$  sont les valeurs prises par l'index de référence  $I$  du marché respectivement au mois zéro et au mois  $n$ .

La périodicité du versement de la révision suit la périodicité du versement de l'acompte. Toutefois, par dérogation à l'article 12.2.1 du C.C.A.G Travaux, il n'est procédé à aucune révision provisoire.

Après réception des travaux, les révisions de prix définitives de chaque acompte seront calculées et payées en une seule fois. Pour calculer la révision de prix définitive de chaque acompte, l'index à utiliser est l'index du mois d'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.4.4 du CCAG Travaux, les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres indiquée en page de garde du présent document. Ce mois est appelé « mois zéro ». En cas de négociation, le mois zéro est le mois de remise de la dernière offre négociée.

#### **Dépenses d'équipements de chantier – compte prorata**

Les installations de chantier, l'entretien et les branchements nécessaires au chantier sont entièrement à réaliser par le titulaire du **lot n° 2**.

Dans le cas où l'entreprise titulaire du lot 1 souhaiterait individualiser son installation de chantier et/ou souhaiterait installer des installations supplémentaires, elle se raccordera à ses frais (y compris pose des compteurs) sur les réseaux disponibles de la plate-forme.

Les dépenses afférentes aux consommations des fluides et énergies (eau et électricité) nécessaires aux installations de chantier sont portées au débit du compte prorata, hormis lors d'une individualisation d'installation de chantier.

**L'entreprise titulaire du lot n° 2 établira, une fois les travaux achevés, un chèque à l'ordre du trésorier de la base de défense, afin de rembourser la base de défense des prélèvements en fluides et énergies réalisés.**

#### **Article 8 - Modalités de règlement par virement des acomptes et du solde**

Par dérogation à l'article 10.4 du C.C.A.G. travaux, il n'est pas prévu de versement d'acompte sur approvisionnement.

Les comptes sont réglés mensuellement suivant les dispositions de l'article 12.1 du C.C.A.G travaux.

Chaque projet de décompte devra porter obligatoirement les informations suivantes :

- numéro et objet du marché,
- numéro d'engagement juridique EJ - CHORUS (numéro noté en page de garde de l'acte d'engagement du marché notifié).

En application de l'article 12.1.6 du C.C.A.G Travaux, les projets de décompte seront adressés par le titulaire (mandataire en cas de cotraitance) au maître d'œuvre via l'interface CHORUS PRO ONGLET FACTURES TRAVAUX <https://chorus-pro.gouv.fr>

Cadre de facturation **A4** : projet de décompte **mensuel** déposé par un fournisseur.



Cadre de facturation **A7** : projet de décompte **final** déposé par un fournisseur.

Le modèle de dossier de facturation à adresser au maître d'œuvre (MOE) (projet de décompte, situation d'avancement attestation de sous traitance...), les règles de nommage et les modalités d'envois (fiche marché) seront précisés lors de la réunion de préparation de chantier (article 12.1.2 du C.C.A.G Travaux).

Le maître d'œuvre établit et adresse directement à l'entrepreneur l'état d'acompte dans un délai de **sept (7) jours**.

Par dérogation à l'article 12.1.8 du CCAG travaux, la date à laquelle la conformité de l'avancement des travaux a été constatée (date de signature de l'état d'acompte par le maître d'œuvre) constitue la date de départ des délais de paiement des acomptes.

Par dérogations aux dispositions des articles 12.4.1 et 12.4.2 du C.C.A.G. travaux, le pouvoir adjudicateur établit le projet de décompte général et le notifie avant la plus tardive des deux dates ci-après :

- 45 jours après la date de remise au maître d'œuvre du projet de décompte final par le titulaire,
- 30 jours après la publication de l'index de référence permettant la révision éventuelle du solde le cas échéant.

Le projet de décompte final ne peut être remis au MOE qu'après établissement du PV des OPR et des propositions de réception du MOE au pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur, paie les sommes dues en exécution du marché dans un délai maximal de trente (30) jours conformément à l'article R. 2392-10 du code de la commande publique.

Le déclenchement du délai de paiement s'effectue selon les dispositions des articles R. 2392-10 et R. 2392-12 du code de la commande publique.

#### Délai de vérification des projets de décompte par le maître d'œuvre :

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification des projets de décomptes mensuels ou final, l'établissement des états d'acompte et à leur transmission au maître d'ouvrage est fixé à **7 (sept) jours** à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise ou de la date de réception via l'interface chorus pro onglet factures travaux.

Conformément à l'article R.2392-10, le taux des intérêts moratoires est fixé par voie réglementaire selon les modalités décrites à l'article R. 2192-31 du code de la commande publique.

## Article 9 - Pénalités

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités quel qu'en soit le montant pour l'ensemble du marché.

Remarques : pour les groupements les pénalités seront réparties entre les cotraitants conformément aux indications données par le mandataire.

Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du maître de l'ouvrage à l'égard des autres entrepreneurs.

D'une façon générale, par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG travaux, lorsque le titulaire n'a pas, de son fait, respecté les délais objets du présent article, il encourt sans qu'il ne soit nécessaire de procéder à une mise en demeure et sans qu'il soit nécessaire pour le maître d'ouvrage d'inviter, par écrit, le titulaire à présenter ses observations sur les raisons de son retard, des pénalités de retard calculées selon les modalités définies ci-après :

#### • Pénalités pour retard dans le délai d'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, en cas de retard dans l'exécution des travaux, il sera appliqué une pénalité journalière hors taxes de **deux cents (200) euros**.

• **Délais et pénalités pour remise des documents fournis pendant la période de préparation**

En cas de retard dans la remise des documents à fournir pendant la période de préparation, une pénalité journalière hors taxes sera opérée sur les sommes dues au titulaire. Le montant de cette pénalité hors taxes est fixé à **cinquante (50) euros** par document.

En cas de retard dans la fourniture des attestations d'assurance, il sera appliqué une pénalité journalière hors taxes de **cent cinquante (150) euros**.

• **Délais et pénalités pour remise des documents pendant l'exécution des travaux**

En cas de retard dans la remise ou la diffusion des documents énoncés ci-après ou au CCTP, une pénalité journalière hors taxes sera opérée sur les sommes dues au titulaire. Le montant de cette pénalité hors taxes est fixé à **cinquante (50) euros** par document :

- retard dans la remise ou la diffusion des documents nécessaires à l'ordonnancement ou la coordination des travaux (plans d'exécution, notes de calcul, notes techniques, études de détail, plans de synthèse, fiches techniques, etc...),
- retard dans la production des éléments nécessaires à l'élaboration des plannings, la production de justification et/ou prévisions de prix des ouvrages non prévus,
- retard pour la présentation sur le chantier de prototypes ou échantillons de matériaux et matériels,
- retard dans un délai de dix jours calendaires pour le renvoi des ordres de service ; projet de décompte mensuel.

• **Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution**

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le titulaire conformément à l'article 40 du CCAG Travaux, une retenue hors taxes sera opérée dans les conditions stipulées à l'article 19.3 du C.C.A.G Travaux sur les sommes dues au titulaire. Le montant de cette retenue hors taxes est fixé à **cinq cents (500) euros**.

• **Pénalités pour manquement aux règles d'accès du site**

- Pour le personnel des entreprises devant accéder au site militaire, les titulaires des marchés de travaux devront avoir déposé dans le premier mois de la période de préparation, les demandes de contrôle primaire (y/c pour ses sous-traitants le cas échéant). Tout retard de remise de ces demandes (FICE : fiche de contrôle primaire) fera l'objet d'une pénalité hors taxes pour non remise de la FICE à raison de **soixante-quinze (75) euros** par jour calendaire de retard. Tout document inexploitable sera considéré comme non remis et fera l'objet de la présente pénalité.

- Non accompagnement d'un sous-traitant par le conducteur de travaux lors de la 1ère intervention sur site : pénalité forfaitaire fixée hors taxes à **deux cents (200) euros**.

• **Absence aux réunions de chantier, réunions d'étude et de coordination**

Les comptes rendu de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise. Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre. A la demande du maître d'œuvre, les réunions de chantier pourront se tenir dans les locaux de l'antenne de l'Unité de Soutien de l'Infrastructure de la Défense à BRIE.

Ces pénalités forfaitaires hors taxes sont fixées à **cent cinquante (150) euros** par absence et à **cinquante (50) euros**, pour tout retard supérieur à 15 minutes.

• **Pénalités pour manquements aux règles de sécurité, d'hygiène, et à la signalisation générale du chantier**

Si des mesures de sécurité ou d'hygiène sont jugées nécessaires par le chargé de prévention ou le Coordonnateur SPS, celles-ci devront être mises en application immédiatement ou si elles sont importantes un délai de carence, dont la durée sera précisée, pourra être admis.

Toute récidive ou 1<sup>er</sup> rappel à une situation jugée à risque entraînera la mise en pénalité du titulaire.

La pénalité hors taxes journalière sera fixée à **deux cent cinquante (250) euros** à compter de la date de l'accusé de réception de l'ordre de service la prescrivant.

- **Pénalités pour manquements aux règles de nettoyage du chantier**

Le refus de l'entrepreneur d'obtempérer aux injonctions du Maître d'œuvre d'avoir à procéder aux tâches de nettoyage qui lui sont imparties, sera sanctionné par une pénalité hors taxes de **cent vingt-cinq (125) euros** par jour calendaire de retard.

- **Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique**

Sans objet.

- **Pénalités pour non-respect documents diffusion restreinte**

Se référer aux pénalités indiquées à l'article 22.3 Dispositions applicables aux documents et support portant la mention « Diffusion Restreinte » (point 12).

***Toutes les pénalités et retenues mentionnées au présent article sont cumulables et seront prélevées sur la situation immédiatement postérieure à l'infraction.***

## **Article 10 - Accidents du travail**

Le titulaire du marché est informé qu'en cas d'accident, les personnes suivantes sont à prévenir :

- le chef de l'organisme bénéficiaire des travaux,
- le médecin de prévention : le médecin chef de la place,
- le maître d'œuvre.

## **Article 11 - Organisation administrative en cas de présence d'amiante**

Sans objet.

## **Article 12 - Modalités de sous-traitance**

Le titulaire du marché public peut, sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement conformément aux articles R. 2393-24 à R. 2393-28 du code de la commande publique.

- Pour chaque sous-traitant de premier rang dont le montant du DC4 est **inférieur à 10 %** du montant total du marché, le titulaire devra joindre un projet d'acte spécial, une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner visées aux articles L. 2341-1 à L. 2341-5 du code de la commande publique et **une caution bancaire** au nom du titulaire et du montant de l'acte spécial concerné. Pour tout DC4 **supérieur ou égal à 10 %** du montant total du marché, le sous-traitant fera l'objet d'un paiement direct par l'administration.
- Pour chaque sous-traitant de second rang payé par le sous-traitant de premier rang, le sous-traitant de premier rang devra joindre un projet d'acte spécial signé des 3 parties (titulaire du marché, sous-traitant de premier rang et sous-traitant de second rang), une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner visées aux articles L. 2341-1 à L. 2341-5 du code de la commande publique et **une caution bancaire** au nom du sous-traitant de premier rang et du montant de l'acte spécial concerné.

L'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue aux articles R. 2393-25 et R. 2393-27 du code de la commande publique.

Le dossier de sous-traitance devra comporter les pièces suivantes :

- l'imprimé DC4 établi par sous-traitant,
- **la caution bancaire le cas échéant (se référer aux dispositions ci-dessus),**

- si le sous-traitant est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements(s) prononcé(s),
- un extrait K ou Kbis ou équivalent,
- la déclaration relative au chiffre d'affaires global et au chiffre d'affaires concernant les prestations auxquelles se réfère le marché, réalisées au cours des trois derniers exercices,
- déclaration indiquant les effectifs du sous-traitant et l'importance du personnel d'encadrement,
- tout certificat de qualifications professionnelles ou tout moyen permettant de prouver la capacité de l'entreprise, notamment des certificats d'identité professionnelle ou de référence attestant de la compétence de l'entreprise à réaliser les prestations,
- attestations fiscales et sociales
- attestation d'assurances mentionnées ci-dessous.

Pour déposer ses déclarations de sous-traitance, le représentant de l'acheteur **impose aux titulaires et aux sous-traitants l'utilisation des services dématérialisés de la société SUBCLIC** (<https://subcllic.com/>). Pour satisfaire cette obligation, le titulaire est tenu de compléter l'article 2-2 du présent document désignant la personne physique de l'entreprise responsable de la vérification et de la signature des actes de sous-traitance.

Il s'agit d'un outil informatique gratuit pour les entreprises, qui permet, la transmission, la validation et la signature de l'ensemble des demandes d'acceptation de sous-traitance.

L'inscription doit être maintenue active pendant toute la durée du contrat.

Le **guide de démarrage** pour déclarer un sous-traitant est **annexé au présent CCAP**.

**Tout acte de sous-traitance dont le dossier administratif ne comporte pas tous les documents demandés ne pourra être agréé par le pouvoir adjudicateur.**

### Article 13 - Marchés de prestations similaires

Conformément à l'article R. 2322-12 du code de la commande publique, un marché négocié sans publicité et sans mise en concurrence pourra être passé pour la réalisation de prestations identiques à celles du présent marché.

### Article 14 - Intervenants

#### 14.1. Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le chef de la section gestion du patrimoine de l'USID d'ANGOULEME qui est chargé d'une mission sur projet (sans études d'exécution) comprenant la direction de l'exécution du contrat de travaux et l'assistance pour les opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Les études d'exécution ainsi que les documents des ouvrages exécutés sont à la charge des entreprises.

#### 14.2. Contrôle technique dans le cadre de la loi du 4 janvier 1978

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique. Ce contrôle est assuré par :

Société QUALICONSLT  
6 avenue Tabarly  
17180 PERIGNY

#### **14.3. Mission de coordination sécurité et protection de la santé**

Il s'agit d'un marché de coordination SPS, pour une opération de 2<sup>ème</sup> catégorie, qui résulte de l'application de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 portant sur les phases de conception et de réalisation. Cette coordination est confiée à :

Société BUREAU VERITAS CONSTRUCTION NOUVELLE AQUITAINE  
9 boulevard de Bretagne  
16000 ANGOULEME  
Le PGC est joint au présent marché.

#### **14.4. Coordination en matière de système de sécurité incendie**

Le Maître d'ouvrage sera assisté pour la présente opération d'un coordinateur en système de sécurité incendie. La coordination est assurée par :

Société Ingénierie E3F  
1 rue des Métiers  
Saint Georges Les Baillargeaux  
CS 30034  
86135 JAUNAY CLAN

Le cahier des charges fonctionnel S.S.I. est joint au présent marché.

#### **14.5 Ordonnancement, pilotage et coordination des travaux**

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination des travaux est assurée par le maître d'œuvre.

#### **Article 15 - Résiliation du marché**

Les dispositions du CCAG travaux sont seules applicables.

#### **Article 16 - Dispositions générales**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail :

##### Responsabilité :

D'une façon générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 1792-2 du code civil.

##### Assurance de responsabilité civile pendant et après les travaux :

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels, doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après sa réception.

En cas de travaux sur existant, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait de l'opération.

Les polices doivent apporter les minimums de garantie définis ci-après :



**Pendant les travaux :**

Dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre,

Dommages matériels et immatériels :

750 000 € par sinistre dont dommages immatériels non consécutifs : 75 000 €.

**Après les travaux :**

Tous dommages confondus : 1 500 000 € dont dommages immatériels,

Non consécutifs : 75 000 €.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire doit fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance ainsi que les attestations de ses sous-traitants, répondant aux mêmes conditions de garanties. Il doit adresser ces attestations au maître d'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de sa mission. Sur simple demande du maître d'ouvrage, le titulaire doit justifier à tout moment du paiement de ses primes ainsi que de celles de ses sous-traitants.

Mesures d'ordre social :

Application de la réglementation du travail, le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail.

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit remettre à la personne publique, une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seraient autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

#### **Article 17 - Réception des ouvrages**

Par dérogation aux articles 41.1 à 3 du CCAG Travaux, l'entrepreneur chargé d'aviser le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ces travaux sont ou seront considérés comme achevés est l'entrepreneur titulaire du dernier lot intervenant sur le chantier (lot 2). Le délai maximal dans lequel le maître d'œuvre procède aux opérations préalables à la réception des ouvrages est de 20 jours à compter de la date de réception de la lettre du titulaire du dernier lot intervenant sur le chantier (lot 2) l'avisant de l'achèvement des travaux ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux si cette date est postérieure. Postérieurement à cet avis, la procédure de réception se déroule, simultanément pour tous les lots considérés, comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG travaux.

La réception des ouvrages ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux articles du C.C.T.P.

#### **Article 18 - Mise à disposition des ouvrages**

Toute mise à disposition d'un ouvrage ou d'une partie d'ouvrage devra faire l'objet d'une décision du pouvoir adjudicateur notifiée au plus tard 15 jours avant la date de la mise à disposition.

#### **Article 18 Bis - Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage**

Sans objet.

#### **Article 19 - Documents fournis après exécution**

En plus des documents demandés à l'article 40 du CCAG travaux, l'entrepreneur fournira au maître d'œuvre :

- les documents mentionnés au CCTP,

- tous les plans des ouvrages exécutés, cela dans le but d'obtenir des plans de gestion du patrimoine post chantier conformément aux notices des "plans informatisés" annexées au présent document.



Tout autre logiciel ou format de dessin assisté par ordinateur sera refusé.

Le titulaire remet au maître d'œuvre, en 4 exemplaires dont un reproductible sur support informatique (dont un exemplaire papier au coordonnateur SPS pour la constitution du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO), dans le respect des délais prescrits à l'article 40 du C.C.A.G. Travaux :

- le Dossier des Ouvrages Exécutés (D.O.E.),
- les documents d'Utilisation, d'Exploitation et de Maintenance (D.U.E.M.),
- les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages établies conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur,
- les plans et autres documents conformes à l'exécution, pliés au format normalisé A 4.

## **Article 20 - Garanties contractuelles**

Par dérogation aux articles 42 et 44 du CCAG Travaux, le délai de garantie de parfait achèvement, d'une durée d'un (1) an court à compter de la date de réception des travaux de l'ensemble des lots (lots 1 à 2).

Par dérogation à l'article 44.2 du CCAG travaux :

- si à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux ou prestations nécessaires à la levée des réserves émises, en application des articles 41.5 et 41.6 du CCAG travaux ou s'il n'a pas remédié à tous les désordres signalés par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre pendant le délai de garantie, ce délai est prolongé sans formalité préalable jusqu'à l'exécution complète desdits travaux ou prestations que celle-ci soit assurée par le titulaire ou par un tiers à ses frais et risques conformément aux stipulations de l'article 41.6 du CCAG travaux.

## **Article 21 - Nantissement ou cession de créances**

Il sera adressé à l'entrepreneur titulaire ou mandataire, aux éventuels cotraitants et sous-traitants payés directement, sur demande écrite, les pièces nécessaires pour le nantissement ou la cession de leurs créances.

## **Article 22 - Travaux intéressant les Armées**

### **22.1 Conditions particulières auxquelles est soumise la réalisation du marché **CONTROLE PRIMAIRE DES PERSONNES PHYSIQUES****

Un contrôle primaire des personnes physiques est requis pour l'accès au site pour le titulaire et les sous-traitants. La fiche de demande de « contrôle primaire de la personne physique » est jointe aux documents de la consultation.

### **22.2 Clause cyber sécurité**

Le titulaire devra désigner en son sein un point de contact Cyber (POC cyber) pour les besoins de ses prestations ; il sera garant des obligations contractuelles de cyber sécurité de l'entreprise et de ses sous-traitants. Une attestation de désignation du POC cyber devra être fournie dans le cadre de la remise de son offre par le titulaire ou, au plus tard, avant la notification du marché. En cas de changement de ce POC en cours d'opération, une nouvelle attestation devra être fournie.

### 22.3 Dispositions applicables aux documents et supports portant la mention « Diffusion Restreinte » désignés à l'annexe 1 du présent CCAP

1. Les informations objet des documents et supports désignés à l'annexe 1, sont la propriété du ministère des Armées, sauf mention expresse particulière.
2. Le titulaire s'engage :
  - à ne communiquer ces documents et supports qu'aux personnes ayant besoin d'en connaître pour l'exécution du marché ;
  - à retranscrire les obligations du présent article 22.3 à tous ses sous-contractants qui ont besoin de connaître ces documents et supports pour l'exécution du présent marché ;
  - à ne pas rendre publics ces documents et supports, sauf autorisation expresse et écrite de la personne publique.
  - à informer les personnes ayant accès, dans le cadre de l'exécution du présent marché, aux informations contenues dans les documents et supports désignés à l'annexe 1, qu'elles devront se conformer strictement aux règles de protection figurant dans l'article 22.3.
3. Le titulaire ne peut prétendre, au regard de l'application de ces mesures particulières de sécurité, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des obligations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution du marché.
4. Le titulaire ne peut en aucun cas se considérer dégagé des obligations décrites dans le présent article 22.3 même après achèvement ou résiliation du marché, pour quelque motif que ce soit, sauf accord exprès et écrit de l'acheteur public.
5. Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance des textes suivants :
  - l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale annexée à l'arrêté du 09 août 2021 portant approbation de ladite instruction [1] ;
  - l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI (NOR : PRMD1503279J).1
6. Les documents et supports désignés en annexe 1 et identifiés par la mention « Diffusion Restreinte », qui n'ont pas été remis au titulaire lors de la procédure de passation du marché, lui seront remis par l'acheteur public à la notification du marché.
7. Les documents et supports désignés en annexe 1 et portant la mention « Diffusion Restreinte » et leurs éventuelles copies réalisées conformément au paragraphe 9bis, ne peuvent être détenus que par des personnels qui ont été préalablement nommément désignés par le titulaire à l'acheteur public.
8. Le titulaire s'engage à ce que les documents et supports figurant en annexe 1 et désignés par la mention « Diffusion Restreinte » et leurs éventuelles copies réalisées conformément aux paragraphes 9 et 9bis, soient conservés dans des meubles fermant à clés jusqu'à leur destruction dans les conditions du paragraphe 12.
9. La reproduction, y compris l'impression papier et la copie à partir de support informatique, des documents et supports figurant en annexe 1 et identifiés par la mention « Diffusion Restreinte », doit être limitée au strict nécessaire à l'exécution du marché.
- 9bis. Chaque reproduction, partielle ou totale, de ces documents et supports, doit être numérotée et son détenteur identifié. Le titulaire s'engage à élaborer un document qui identifie en temps réel les

<sup>[1]</sup> Disponible sur le site Légifrance.

reproductions réalisées et leurs détenteurs par leurs noms, prénoms, dates et lieux de naissance.

10. Le titulaire s'engage à transmettre les documents et supports portant la mention « Diffusion restreinte » et leurs éventuelles copies réalisées conformément au paragraphe 9bis, uniquement :

- à l'intérieur de ses locaux sous enveloppe ou par personne désignée par le titulaire ;
- vers l'extérieur :
  - sous double enveloppe, l'enveloppe intérieure portant la mention « Diffusion restreinte » et les références du document, l'enveloppe extérieure ne comportant que les indications nécessaires à la transmission ;
  - par voie postale en France métropolitaine vers les départements, régions ou collectivités d'outre-mer, par un moyen garantissant la bonne réception du document ;
  - par voie postale, vers l'étranger, par un moyen garantissant la bonne réception du document sauf si ces documents portent également la mention « Spécial France » ; les documents portant la mention « Spécial France » ne peuvent sortir des frontières du territoire que par valise diplomatique.

Le titulaire s'engage à ce que les documents et supports portant également la mention « Spécial France », et leurs éventuelles copies réalisées conformément au paragraphe 9bis, ne soient communiqués, en aucune circonstance, en tout ou partie, à un Etat étranger ou à l'un de ses ressortissants, à une organisation internationale ni à une entreprise de droit étranger.

11. Pour le traitement, le stockage ou la transmission des informations ou support portant la mention « Diffusion Restreinte », le titulaire s'engage à utiliser uniquement des systèmes d'information qui ont fait l'objet d'une homologation de sécurité (pour la transmission : logiciel ACID cryptofiler) conformément à l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI (NOR : PRMD1503279J).[2] Les documents informatiques qui portent également la mention « Spécial France » ne peuvent être acheminés, par voie électronique, que par un canal national spécifique de transmission offrant toutes les garanties de sécurité et de cloisonnement répondant notamment aux exigences visées à la dernière phrase du paragraphe 10.

12. A l'issue des opérations de vérification, qui nécessitent la détention des documents et supports désignés en annexe 1 et portant la mention « Diffusion Restreinte », le titulaire s'engage à :

- détruire les documents et supports figurant en annexe 1 et identifiés par la mention « Diffusion Restreinte » et la totalité des éventuelles copies réalisées conformément au paragraphe 9bis (y compris, le cas échéant, celles réalisés par ses sous-contractants) ;
- effacer toutes les versions informatiques de ces documents et supports en ayant recours à des produits de sécurité homologués par l'agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) du type logiciel ACID cryptofiler ;
- à transmettre à l'acheteur public par mail dans un délai de 15 jours à compter de la date de fin contractuelle du marché, le document visé au paragraphe 9bis, identifiant les copies réalisées et leurs détenteurs signé par un de ses représentants ; à défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de 15 jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par l'acheteur public, le titulaire encourt une pénalité égale à 1/ 3000 du montant hors taxes du marché. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

**NOTA :** vous pouvez adresser une demande de clé ACID (gratuit) à :

dga-ssdi.acid-industriel.fct - [dga-ssdi.acid-industriel.fct@intradef.gouv.fr](mailto:dga-ssdi.acid-industriel.fct@intradef.gouv.fr)

Indiquer le nom de votre société

Indiquer le nom de la personne de votre société point de contact POC CYBER

Indiquer le nom de la personne qui sera détentrice de la clé ACID (uniquement des ressortissants français)

Indiquer le cadre de votre demande, à savoir :

- la référence de la consultation du marché : DAF\_2024.1224

[2] Disponible sur le site Légifrance.

- l'intitulé du marché :
- Indiquer la date limite de remise des plis
- les contacts de l'ESID de Bordeaux : M. PRUNIER Eric, chargé d'affaires  
eric.prunier@intradef.gouv.fr et Mme ROUSSE Carole, acheteur [carole1.rousse@intradef.gouv.fr](mailto:carole1.rousse@intradef.gouv.fr)
- Les motifs de votre demande : plans en diffusion restreinte

**Le délai d'obtention d'une clé ACID pouvant être long, vous pouvez utiliser le logiciel ZED.**

## **Article 23 – Clauses sociales, environnementales, économies d'énergie**

### **23.1 Emploi de personnes en difficulté d'insertion - Clauses sociales**

Le présent marché public ne comprend pas de considérations sociales.

### **23.2 Clauses environnementales**

Le présent marché est passé sur la base des dispositions de l'article L 2111-1 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 posant l'obligation de prendre en compte des objectifs de développement durable.

Au titre du présent marché, la mise en œuvre de la clause environnementale portera sur l'article 7 des dispositions générales communes aux deux lots.

### **Schéma d'organisation et de suivi des déchets (SOSED)**

Le titulaire fournira une note expliquant les mesures prévues par le candidat pour assurer le bon déroulement, le suivi et la traçabilité de l'élimination des déchets de chantier, en conformité avec l'article L.541.2 du Code de l'Environnement, appelée SOSED –Dispositions préparatoires. Dans ce document, l'entreprise expose et s'engage sur les dispositions préparatoires suivantes :

- Les modes de transport par lesquels seront acheminés les déchets,
- Les centres de stockage ou centres de regroupement ou unités de recyclage ou lieu de réutilisation où seront acheminés les différents déchets à évacuer,
- Les méthodes qui seront utilisées pour ne pas mélanger les différents types de déchets,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pour les travaux et les transports.

Le titulaire nommera un correspondant Environnement et procèdera à l'élaboration d'un planning des livraisons pour limiter les livraisons (économie d'énergie et limitation des accidents avec les véhicules militaires de la ZT).

### **23.3 Clause pour les Certificats d'Economie d'Energie (CEE)**

Sans objet.

## **Article 24 - Procédure de recours**

En cas de différend entre le titulaire et le maître d'œuvre, il sera fait application de l'article 55 du CCAG Travaux.

## **Article 25 - Dérogations au CCAG Travaux**

- dérogation aux dispositions de l'article 14.3 apportée par l'article 1 relatif au montant du marché,
- dérogation aux dispositions de l'article 28.1 apportée par l'article 3, la durée de la période de préparation est de 3 mois,

- dérogation aux dispositions de l'article 50.2.1 apportée par l'article 3, l'ordre de service de démarrage des travaux intervient au-delà des 4 mois réglementaires,
- dérogation aux dispositions de l'article 4.1 apportée par l'article 5 concernant l'appellation et l'ordonnement des pièces contractuelles du marché,
- dérogation aux dispositions de l'article 12.2 apportée par l'article 7, les pénalités ne sont pas révisées,
- dérogation aux dispositions de l'article 12.2.1., apportée par l'article 7 il n'est procédé à aucune révision provisoire tant que la valeur des index de référence n'est pas connue,
- dérogation aux dispositions de l'article 9.4.4 apportée par l'article 7 concernant la valeur initiale de l'indice à prendre en compte pour la révision des prix,
- dérogation aux dispositions de l'article 10.4 apportée par l'article 8, l'acompte sur approvisionnement n'étant pas prévu,
- dérogation aux dispositions de l'article 12.1.8 apportée par l'article 8 du C.C.A.P, la date à laquelle la conformité de l'avancement des travaux a été constatée constitue la date de départ des délais de paiement des acomptes,
- dérogation aux dispositions des articles 12.4.1 et 12.4.2 apportée par l'article 8 du C.C.A.P, le pouvoir adjudicateur établit le projet de décompte général et le notifie avant la plus tardive des deux dates ci-après : 45 jours après la date de remise au maître d'œuvre du projet de décompte final par le titulaire, soit 30 jours après la publication de l'index de référence permettant la révision éventuelle du solde le cas échéant,
- dérogation aux dispositions des articles 19.2.1, apportées par l'article 9, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités quel qu'en soit le montant pour l'ensemble du marché,
- dérogation aux dispositions de l'article 19.2.4 apportée par l'article 9, le titulaire, s'il n'a pas respecté les délais, encourt l'application de pénalités sans qu'il ne soit nécessaire de procéder à une mise en demeure et sans qu'il soit nécessaire pour le maître d'ouvrage d'inviter, par écrit, le titulaire à présenter ses observations sur les raisons de son retard,
- dérogation aux dispositions de l'article 19.2.3 apportée par l'article 9, les taux appliqués pour les pénalités de retard dans le délai d'exécution des travaux sont différents de 1/3000<sup>ème</sup>,
- dérogation aux articles 41.1 à 3, apportées par l'article 17, l'entrepreneur chargé d'aviser le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ces travaux sont ou seront considérés comme achevés est l'entrepreneur titulaire du lot 2,
- dérogations aux dispositions des articles 42 et 44 apportées par l'article 20, les délais de garantie de parfait achèvement courent à compter des dates de réception de l'ensemble des travaux (lots 1 à 2),
- dérogation aux dispositions de l'article 44.2 apportée par l'article 20, le délai de garantie est prolongé, sans formalité préalable, jusqu'à l'exécution complète des travaux.

**SIGNATURE ELECTRONIQUE**

- après avoir pris connaissance du présent document ;
- et après avoir produit les certificats, documents et attestations visés aux articles L. 2341-1 à L. 2341-4 du code de la commande publique,

mon offre m'engage pour la durée de validité des offres indiquée au C règlement de la consultation.

A \_\_\_\_\_, le

**Signature électronique de la société**

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement

A Bordeaux, le

**Le représentant du pouvoir adjudicateur**

Signature